

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 15 au 21 octobre 2024

### Sommaire

**Le chiffre de la semaine.....2**

**En bref .....3**

**Fait marquant: le Royaume-Uni annonce 63 Md£  
d'investissements sur le territoire lors de  
*l'International Investment Summit*.....4**

**Actualités macroéconomiques .....4**

CONJONCTURE .....4

FINANCES PUBLIQUES ET FISCALITE.....5

MARCHE DU TRAVAIL.....5

**Actualités commerce et investissement .....6**

COMMERCE.....6

INVESTISSEMENT.....6

SANCTIONS.....6

**Actualités financières.....7**

MARCHES FINANCIERS .....7

REGLEMENTATION FINANCIERE .....7

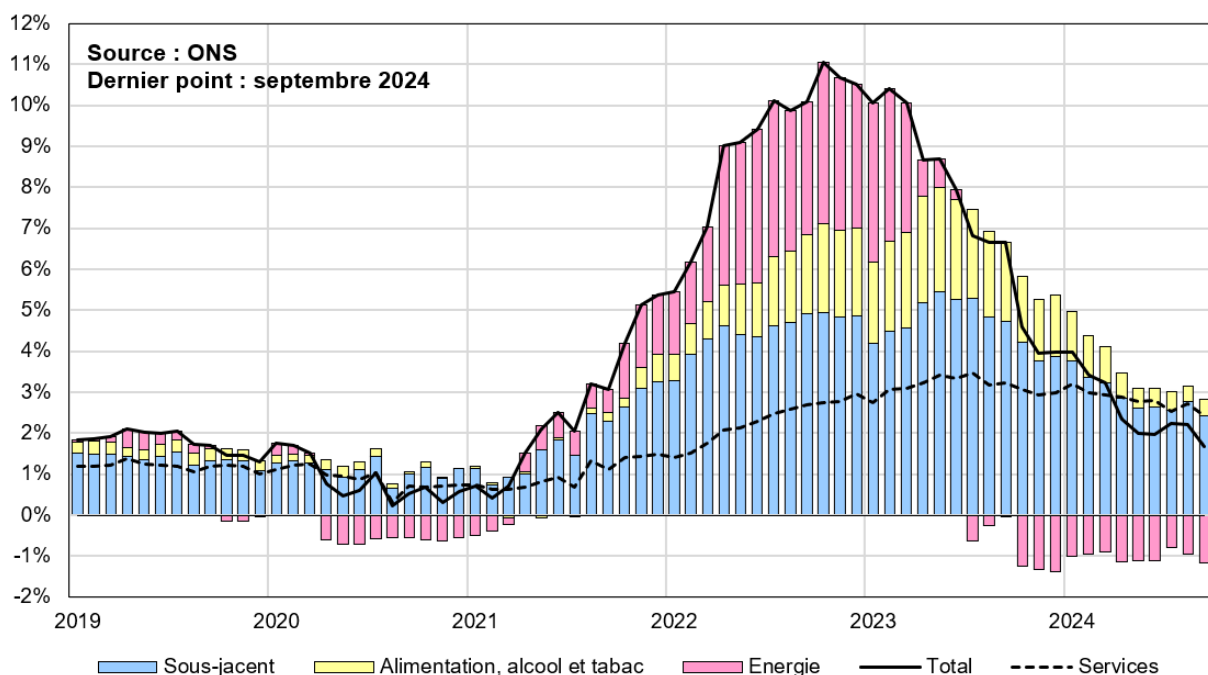
## Le chiffre de la semaine

Les [dernières données de l'ONS](#) indiquent que l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) est descendue à +1,7 % (g.a.) en septembre (après +2,2 % en août). Le chiffre est inférieur aux attentes de marché (+1,9 %) et bien en dessous de la prévision de la Banque d'Angleterre dans son *Monetary Policy Report* du mois d'août (+2,1 %). Cette baisse de l'inflation s'explique uniquement par l'effet de base négatif (-0,5 %) compte tenu du maintien des prix d'août à septembre 2024. La décomposition de l'IPC permet de constater que la hausse annuelle des prix de la composante sous-jacente a ralenti (+3,2 %, après +3,6 %), contrairement à l'inflation des prix de l'alimentaire, de l'alcool et du tabac (+2,6 %, après +2,5 %). En outre, les prix de l'énergie chutent plus fortement qu'au mois précédent (-16,2 %, après -13,2 %). Par ailleurs, l'inflation des services a diminué à +4,9 % (après +5,6 %), en dessous des attentes de marché (+5,2 %) et de la prévision de la Banque d'Angleterre (+5,5 %). Scrutée par le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, l'inflation des services permet d'évaluer finement les pressions intérieures sur les prix, d'autant que les données du marché du travail informant sur les pressions salariales sont aujourd'hui imprécises.

LE CHIFFRE À RETENIR

+1,7 %

### Contributions à l'inflation (en glissement annuel)



## En bref

- D'après les données de [HSBC](#), relayées par [CityAM](#), le montant total des capitaux levés par les start-ups britanniques a baissé de moitié au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2024 (2,2 Md£ contre 4,4 Md£ au T2 2024). Les capitaux en provenance des États-Unis représenteraient plus de 70 % des investissements en *venture capital* au Royaume-Uni en depuis le début de l'année 2024.
- La PRA publie une [consultation](#) sur les exigences de fonds propres, en proposant de déplacer les règles du règlement *UK CRR* vers le *PRA Rulebook*, avec des ajustements à la marge (notamment en matière de titrisation).
- Le gouvernement publie sa [feuille de route](#) sur le *National Wealth Fund*, précisant la façon dont il entend s'appuyer sur cet instrument pour mobiliser le capital privé afin d'investir dans l'économie et les infrastructures dans le cadre de sa stratégie industrielle. À cette occasion, le ministère des Finances a annoncé la réduction de 20 % de la dotation initiale réservée pour le fonds, passant de 7,3 Md£ à 5,8 Md£.
- De nouveaux [investissements](#) privés dans les infrastructures, en particulier le logement, ont été annoncés par le *Chief Secretary* du Trésor, Darren Jones.
- Le secrétaire d'État au Commerce, Douglas Alexander, [s'est rendu](#) à Genève.
- En vertu de l'article 29 de l'annexe 4 du *Taxation (Cross Border Trade) Act 2018*, dans le cadre d'une enquête anti-dumping, le ministre du Commerce et des Affaires [exige](#) l'enregistrement des importations de biocarburants en provenance de Chine.
- Le ministre des Affaires étrangères britannique, David Lammy, s'est [entretenu](#) avec le haut représentant de l'Union européenne, Josep Borrell, en marge du Conseil affaires étrangères de l'UE.
- Le ministre des Affaires étrangères britannique s'est [rendu](#) en Chine, en [Indonésie](#) et en Corée du Sud.
- Le comité spécialisé de l'accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'UE ([ACC](#)) sur la coopération douanière et les règles d'origine s'est réuni le 15 octobre.
- Le Bureau en charge de la mise en œuvre des sanctions (*Office for Financial Sanctions Implementation*, ou OFSI) crée une [nouvelle](#) licence d'exemption portant sur les paiements de la dette publique britannique (*Government Debt Payments*).

## Fait marquant: le Royaume-Uni annonce 63 Md£ d'investissements sur le territoire lors de l'*International Investment Summit*

Alors que l'organisation de ce sommet dans les 100 premiers jours du gouvernement – une promesse de la chancelière Reeves – avait suscité le scepticisme des chefs d'entreprises invités et de la communauté d'affaires, **l'annonce de 63 Md£ d'investissements signe un positionnement résolument pro-business du gouvernement britannique** à 15 jours du budget d'automne.

À l'image des années précédentes, **les secteurs les plus attractifs pour les investisseurs étrangers demeurent les énergies renouvelables mais également les nouveaux secteurs de la Tech (en particulier l'intelligence artificielle)** avec des investissements considérables dans des projets de *data centres* et de laboratoires de recherche et de développement (R&D). Le détail des annonces compte environ 35 Md£ pour les énergies vertes, 24,5 Md£ pour la technologie et l'IA, et 3,7 Md£ dans divers autres projets.

**Le gouvernement a profité de ce landmark event pour publier un « Livre vert sur sa stratégie industrielle » – intitulée « Invest 2035 ».** Celui-ci identifie 8 secteurs prioritaires (*advanced manufacturing*; énergies propres; industries créatives; défense; numérique et technologies; services financiers; *life sciences*; services professionnels). Il s'accompagne de l'ouverture d'une consultation publique destinée à nourrir les détails de ce plan d'action pour l'économie britannique et l'enrichir des expériences des entreprises. Le gouvernement a également annoncé la nomination de Clare Barclay, PDG de Microsoft UK, à la tête de l'*Industrial Strategy Advisory Council*, présenté par la majorité travailliste comme la principale enceinte de concertation visant à définir la politique industrielle du pays et l'expression institutionnelle du « nouveau partenariat » mis en place avec le secteur privé. Enfin, Poppy Gustafsson a été nommée secrétaire d'État à l'investissement le 10 octobre.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**En septembre, les ventes au détail ont crû pour le troisième mois consécutif et atteint un volume record depuis juillet 2022, selon l'[ONS](#).** Après une hausse du volume des ventes au détail de 1,0 % en août, celle-ci s'est poursuivie à un rythme plus faible en septembre, augmentant de 0,3 %. Pourtant, les analystes s'attendaient à une contraction de -0,3 %. Il s'agit donc du plus important volume vendu en un mois depuis juillet 2022, et ce dernier n'est plus que 0,2 % inférieur à son niveau prépandémie de février 2020.

**La croissance des loyers est forte et inchangée par rapport au mois précédent, selon l'ONS.** Le loyer mensuel moyen au Royaume-Uni a crû de 8,4 % (g.a.) en septembre, comme en août. Bien que la dynamique de la hausse des loyers soit relativement similaire entre les régions britanniques (entre 6,3 % et 9,8 %), elle cache de grandes disparités en niveau : un loyer moyen à Londres est de 2 145 £ (+9,8 % en g.a.) alors qu'il n'est que de 688 £ (+7,3 % en g.a.) dans le Nord-Est ; la moyenne nationale s'établit à 1 295 £. Pour ce qui est des prix d'achat des maisons, ils augmentent de 2,8 % sur l'année au mois d'août (après +1,8 % en juillet). La dynamique est inverse à celle des loyers, puisque les prix des maisons augmentent de 4,6 % dans le Nord-Est, alors qu'ils augmentent plus faiblement à Londres (+1,4 %).

## Finances publiques et fiscalité

**D'après le *Financial Times*, le Trésor britannique estime qu'un effort budgétaire de 40 Md£ doit être effectué au prochain budget d'automne.** Afin de combler le déficit de financement de 22 Md£ révélé par l'audit des comptes publics de juillet, tout en préservant les ministères de coupes en termes réels et en conservant une marge budgétaire suffisante sur la durée du mandat, le Trésor estime que des mesures d'économies de l'ordre de 40 Md£ (par baisse de dépenses ou hausse de recettes) doivent être immédiatement programmées. Tout en considérant une probable baisse des dépenses, les principaux analystes considèrent qu'une hausse d'impôts de l'ordre de 20 à 25 Md£ est nécessaire.

## Marché du travail

**L'ONS estime le taux de chômage à 4,0 % de la population active âgée de plus de 16 ans, sur le trimestre de juin à août 2024.** L'économie britannique compte 1,39 millions de chômeurs, soit 141 000 de moins qu'au trimestre glissant précédent, quand le taux de chômage s'élevait à 4,4 %. De plus, le marché du travail comporte 373 000 employés supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à 33,4 millions d'individus. Dans le même temps, le taux d'inactivité s'établit à 21,8 % (pour les 16-64 ans) – après 22,1 % au trimestre précédent – et le nombre d'emplois vacants auraient baissé à 856 000 (après 899 000 au trimestre précédent). Avec la chute du chômage plus forte que la baisse des emplois vacants, le taux d'emplois vacants par chômeur – témoignant de potentielles pressions à la hausse des salaires – a légèrement augmenté et s'établit à 0,62. Par ailleurs, la croissance annuelle des salaires nominaux demeure élevée, à 4,9 % sans bonus et 3,8 % bonus inclus (après respectivement 5,8 % et 5,7 % au trimestre précédent). Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres.

**Les statistiques du marché du travail au niveau régional traduisent une forte hétérogénéité géographique, en niveau et en dynamique.** Au niveau national, le chômage s'établit à 4,0 % de la population active, tandis que le taux d'inactivité est de 21,8 % (pour les 16-64 ans). Pourtant, des écarts substantiels se maintiennent entre les régions. En effet, pour ce qui est du chômage, il s'élève à 5,6 % dans le Nord-Est ou 5,5 % à Londres, mais descend à 1,9 % en Irlande du Nord. L'inactivité monte, quant à elle, à 28,5 % en Irlande du Nord alors qu'elle n'est que de 18,6 % dans le Sud-Ouest. Par rapport au trimestre précédent, le chômage a diminué dans le Nord-Ouest (-1,2 pt)

et les Midlands (-1,1 pt), alors qu'il a parfois augmenté dans les autres régions, surtout au Pays de Galles (+1,3 pt) ou dans le Nord-Est (+0,7 pt). A l'inverse, le taux d'inactivité a beaucoup baissé au Pays de Galles (-2,3 pt) et dans le Nord-Est (-1,7), alors qu'il a augmenté dans le Sud-Est (+0,8 pt) et les Midlands de l'Est (+0,7 pt).

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

**Selon le ministre du Commerce et des Entreprises, Jonathan Reynolds, les autorités britanniques doivent davantage dialoguer avec la Chine.** Alors que le ministre des Affaires étrangères britannique s'est rendu en Chine les 18 et 19 octobre, Jonathan Reynolds a insisté sur l'importance d'entretenir des canaux de discussions avec les autorités chinoises lors de son [discours](#) au Sommet international pour l'investissement, cherchant à marquer une inflexion par rapport au précédent gouvernement conservateur. Le ministre a notamment souligné la place de la Chine en tant que marché d'exportation pour le secteur automobile britannique, marquant aussi ici une différence avec l'Union européenne.

**L'industrie pharmaceutique relaie ses craintes quant à l'entrée en vigueur des nouvelles règles du Cadre de Windsor.** Selon la *British Generic Manufacturers Association*, [l'industrie](#) serait insuffisamment préparée à l'entrée en vigueur des nouvelles obligations d'étiquetage applicables aux médicaments vendus en Irlande du nord à compter de janvier 2025. L'association professionnelle insiste notamment sur les risques de pénurie portant sur les chaînes d'approvisionnement en cas d'application stricte des règles dès le début de l'année.

### Investissement

**Le retrait de la Banque européenne d'investissement (BEI) du Royaume-Uni serait à l'origine d'un déficit d'investissement public de 44 Md£ depuis 2017.** Selon un [rapport](#) publié par le think tank *UK in a Changing Europe*, les banques publiques d'investissement britanniques déployées après le Brexit n'ont pas permis de compenser la perte des financements de la BEI liée au départ du Royaume-Uni de l'UE, du fait de leur moindre taille et de leur manque de crédibilité initial. Le rapport constate toutefois une amélioration de l'offre de financement par le biais de ces banques sur les deux dernières années (2022 et 2023).

### Sanctions

**Le Royaume-Uni annonce un nouveau paquet de sanctions destiné à lutter contre la « flotte fantôme » russe.** Au titre de ce [paquet](#) de sanctions, 18 pétroliers de la « flotte fantôme » russe, 4 navires de transport de gaz naturel liquéfié russe ainsi que la société gazière Ruzgazdobycha JSC ont été ajoutés sur la liste des entités désignées. Ainsi, ces navires ont l'interdiction d'entrer dans un port britannique et ne peuvent s'inscrire au registre des navires britanniques. Les autorités britanniques ont également rappelé leur détermination à lutter contre les activités maritimes malveillantes soutenues par la Russie.

**Le Royaume-Uni annonce de nouvelles sanctions à l'égard d'organisations soutenant des colons israéliens extrémistes en Cisjordanie.** Au titre du régime de sanctions de

lutte contre les [violations](#) des droits de l'homme, plusieurs avant-postes illégaux de colons ainsi que des organisations ayant soutenu des actes de violence contre des communautés palestiniennes en Cisjordanie ont été ajoutés sur la liste des entités désignées.

**Le Royaume-Uni annonce de nouvelles sanctions à l'égard de responsables iraniens impliqués dans l'attaque contre Israël du 1<sup>er</sup> octobre.** Plusieurs [hauts](#) responsables de l'armée de la République islamique d'Iran (air et terre) ainsi que des organisations liées à la mise au point de missiles balistiques ont été ajoutés à la liste des personnes désignées.

## Actualités financières

### Marchés financiers

**D'après Michael Mainelli, Lord Mayor de la City of London Corporation, le Brexit aurait entraîné une perte de 40 000 emplois dans le secteur financier britannique.** Si les prévisions initiales de pertes massives d'emplois ne se sont pas entièrement matérialisées, l'impact à long terme resterait significatif. Le Brexit aurait ainsi provoqué la relocalisation de services financiers vers d'autres villes européennes, comme Dublin, Milan et Paris, affaiblissant le statut de Londres en tant que centre financier mondial. M. Mainelli a également souligné la nécessité pour le Royaume-Uni de conduire des réformes réglementaires afin de maintenir la compétitivité de Londres.

**Le [rapport](#) *Scaling Transition Finance* sur le financement de la transition énergétique est publié.** La *Transition Finance Market Review* (TFMR) commandée par le gouvernement fait plusieurs recommandations pour développer le marché du financement de la transition, dont la taille resterait limitée en raison notamment du cadre d'analyse de la durabilité des activités bancaires, trop porté sur les émissions. Au-delà des seules technologies bas-carbone, il importe surtout selon la TFMR de financer la décarbonation des secteurs intensifs en émissions. Le rapport évoque en particulier la nécessité pour le gouvernement de définir des trajectoires claires de décarbonation pour les secteurs industriels, le rôle de la *blended finance* pour catalyser les financements privés, et la promotion d'un financement de transition au niveau des entreprises, plutôt que de se concentrer uniquement sur des projets spécifiques. Le rapport souligne que la notion de "*transition finance*" reste floue et évolutive, et plaide pour une approche basée sur des principes, intégrée aux cadres existants de finance durable. Il propose l'adoption d'un système de classification qui permette de crédibiliser la finance durable, sans toutefois être une taxonomie. Enfin, le rapport propose de créer un *Transition Finance Council* basé au sein de la City de Londres. Le gouvernement et la FCA ont accueilli favorablement le rapport, le gouvernement indiquant qu'il continuerait à travailler à une taxonomie verte britannique.

### Règlementation financière

**L'autorité de contrôle prudentiel britannique (PRA) prévoit de [raccourcir](#) les délais de versement des bonus aux banquiers senior.** À l'occasion d'un dîner annuel rassemblant la place financière britannique, le directeur général de la PRA, Sam Woods, a prononcé un [discours](#) sur la prise en compte par la PRA de son objectif secondaire de

compétitivité et de croissance. Il a notamment critiqué les règles introduites par le Royaume-Uni à la suite de la crise financière de 2008-2009, consistant à différer jusqu'à huit ans le versement effectif d'un bonus de l'année de son attribution pour les hauts responsables au sein d'institutions bancaires. Pour rappel, cette période est de 5 ans dans l'UE tandis que les États Unis ne requièrent pas de report de versement. S. Woods a annoncé que la période de différé des bonus sera réduite à 5 ans pour les banquiers seniors et à 4 ans pour d'autres cadres. De plus, les banquiers pourront toucher une partie de leur bonus dès la première année, au lieu d'attendre 3 ans, bien qu'aucune date d'entrée en vigueur de ces changements n'ait été donnée.

**À l'occasion de son intervention à ce dîner annuel, le CEO de la FCA, Nikhil Rathi est également [revenu](#) sur la manière dont la FCA entend mettre en œuvre son objectif secondaire de compétitivité et de croissance.** Il s'est dit ouvert au débat sur la culture du risque et son lien avec la croissance que le nouvel objectif a fait émerger ; il a également cherché à rassurer la place quant au projet de règles baptisé *name and shame* par la presse. Ces futures règles consistent en un « test d'intérêt public » qui peut conduire la FCA à rendre public plus tôt dans la procédure le nom d'une entreprise faisant l'objet d'une enquête. N. Rathi a annoncé que celles-ci n'affecteraient qu'un nombre limité d'entreprises du secteur financier et que le délai de notification sera ajusté.

**Le Trésor britannique (HMT) a publié une [déclaration](#) conjointe avec le Secrétariat d'État suisse pour les affaires financières internationales (SIF) à l'occasion du premier dialogue financier entre le Royaume-Uni et la Suisse.** Ce dialogue a également rassemblé des représentants des autorités de régulation des deux pays, dont la Banque d'Angleterre, la FCA, la Banque nationale suisse et l'Autorité suisse de surveillance des marchés financiers. Cette rencontre est la première réunion officielle du dialogue depuis la signature du BFSA en décembre 2023. Au cours de la réunion a été abordée la mise en œuvre de l'Accord sur les services financiers de Berne (BFSA), qui nécessite un certain nombre d'ajustements réglementaires préalables. L'objectif annoncé est de finaliser la mise en œuvre de ces ajustements d'ici la fin de l'année 2025, de sorte à ce que la ratification du BFSA par chacune des juridictions puisse avoir lieu peu après. Les discussions sur un protocole de coopération entre superviseurs, soutenant le BFSA, avancent également et devraient bientôt atteindre leur phase finale. Une seconde réunion devrait avoir lieu dans la seconde moitié de 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)